

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

CHINE : PÉKIN RÉAGIT VIVEMENT AUX PRES- SIONS DE WASHING- TON SUR TIKTOK

La Maison Blanche menace de nouveau d'interdire TikTok aux Etats-Unis si le réseau social reste dans les mains de sa maison mère en Chine. Des menaces au nom de la sécurité nationale qui ont fait vivement réagir Pékin le jeudi 16 mars. "Les Etats-Unis devraient cesser de diffuser de fausses informations sur les questions de sécurité des données, cesser les attaques injustifiées (contre TikTok ndr) et fournir un environnement commercial ouvert, équitable, juste et non discriminatoire aux entreprises étrangères", a déclaré le porte-parole de la diplomatie chinoise, Wang Wenbin.

MALI : LE PROJET DE NOUVELLE CONSTITUTION OFFICIELLEMENT VALIDÉ

Le président de transition, le colonel Assimi Goïta, a officiellement validé le projet de nouvelle constitution. C'est ce qu'indique un communiqué du gouvernement daté du 15 mars 2023 et publié hier 16 mars. Dans le cadre de la «vulgarisation» de ce texte, développe le communiqué, le chef de l'Etat a décidé de le "présenter aux forces vives de la Nation", le 20 mars prochain, sans davantage de précision.

SÉNÉGAL : LE PROCÈS DE L'OPPOSANT OUSMANE SONKO RENVOYÉ AU 30 MARS

Le procès pour diffamation d'Ousmane Sonko a été renvoyé au 30 mars prochain. La défense de l'opposant avait demandé un nouveau report. Des heurts ont éclaté dans plusieurs quartiers de Dakar hier 16 mars au cours de la journée. La capitale a été placée sous très haute sécurité pour ce procès du leader du parti Les Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), qui dénonce une instrumentalisation de la justice.

Rassemblées par JMN

France : Macron choisit de passer en force sur les retraites

JMN (source AFP)
Libreville/Gabon

Emmanuel Macron a choisi au dernier moment l'épreuve de force et d'engager jeudi la responsabilité de son gouvernement pour faire passer sans vote à l'Assemblée nationale son projet décrié de réforme des retraites, un coup de tonnerre qui pourrait relancer la contestation sociale.

"J'engage la responsabilité de mon gouvernement sur l'ensemble du projet de loi", a asséné la Première ministre Elisabeth Borne, haussant le ton pour passer au-dessus des huées et des lazzis des députés de l'opposition chauffés à blanc.

Les syndicats vont se réunir dans la soirée pour décider de nouvelles mobilisations. Et des centaines de manifestants se sont rassemblés place de la Concorde en brandissant des drapeaux ou symboles de partis de gauche et syndicats, de nombreux policiers bloquant le pont conduisant à l'Assemblée nationale.

Jeudi était le jour J pour cette réforme cruciale pour la crédibilité politique d'Emmanuel Macron pendant son second mandat. Au paroxysme de l'incertitude, le gouvernement a réuni un conseil des ministres, juste avant le début d'une session parlementaire décisive au cours de laquelle les députés devaient voter.

Ce conseil des ministres a autorisé le gouvernement à recourir à l'article 49.3 de la Constitution, qui permet de faire passer un projet de loi sans le soumettre au vote, en engageant la responsabilité du gouvernement.

Jusqu'ici, Emmanuel Macron avait fait savoir qu'il ne voulait pas y recourir et qu'il préférerait faire voter les députés, alors que sa coalition n'a pas de majorité absolue à l'Assemblée nationale et devait compter sur les votes des députés du parti de la droite traditionnelle, Les Républicains (LR).

Mais au terme d'innombrables tractations, de fébriles calculs et de multiples réunions de crise, l'exécutif a considéré qu'aller au vote était trop risqué sur ce projet qui recule de 62 à 64 ans de l'âge de départ à la retraite.

"L'incertitude plane à quelques voix près", a déclaré Mme Borne à la tribune, par dessus le charivari, dénonçant les "excès et les attaques", les "outrances des uns et revirements des autres" face au projet de réforme, issu selon elle d'un "compromis".



Le président Macron a autorisé son gouvernement à recourir à l'article 49.3 pour faire passer son projet de loi.

Photo: DR

RDC : retrait des rebelles du M23 de certains villages, interrogations sur une accalmie



En dépit du retrait des rebelles du M23 de certains villages, les habitants restent méfiants.

JMN (source AFP)
Libreville/Gabon

Les rebelles du M23 se sont retirés ces derniers jours de plusieurs localités de l'est de la RDC où des soldats de la force régionale est-africaine sont en cours de déploiement, ont indiqué jeudi des sources civiles et militaires, constatant prudemment une accalmie dans les combats.

"La population se demande ce qui les a poussés à se retirer sans combat", a déclaré par téléphone à l'AFP

Alphonse Habimana, président de la société civile de Mweso, localité située dans le territoire de Masisi, à une centaine de km au nord de Goma, la capitale provinciale du Nord-Kivu.

Ces mouvements interviennent alors que la diplomatie s'active pour obtenir un cessez-le-feu et un retrait des rebelles du M23 des positions qu'ils ont conquises depuis un an dans le Nord-Kivu. Une force de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC en anglais), dont des militaires kényans et burundais

sont déjà déployés, a été chargée de superviser le retrait des rebelles. Un énième cessez-le-feu prévu pour le 7 mars n'avait pas été respecté. De violents combats ont eu lieu en fin de semaine dernière vers Saké, à moins de 30 km à l'ouest de Goma, et des échanges de tirs ont encore été signalés lundi. Mais depuis, aucun combat n'a été rapporté.

"Le M23 s'est retiré de plusieurs villages du territoire de Masisi et les soldats burundais s'y déploient depuis hier (mercredi)", a déclaré une source au sein de la force de l'EAC. Ces villages se situent au nord de Saké en direction de la ville de Kitshanga qui, elle est toujours occupée par le M23, a précisé cette source.

"Le déploiement des Burundais se fait conformément à ce qui a été convenu entre les chefs d'Etats" d'Afrique de l'Est, a-t-elle ajouté. Plus au nord, une source militaire a signalé le retrait des rebelles d'autres localités telles que Kibirizi et Kirima. Ces mouvements sont interprétés très prudemment par les habitants, échaudés par de précédentes annonces de retraits non suivies d'effet.

Photo: DR